



VOL. III.—No. 5.

MONTREAL, JEUDI, 1<sup>ER</sup> FEVRIER, 1872.

{ ABONNEMENT, \$3.00.  
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

A TRAVERS LE *TIMES*.

Sur trente soldats français, généralement choisis dans les campagnes, il y en a, à peu près dix qui ne savent ni lire ni écrire; sur cent conscrits appelés tous les ans sous les drapeaux, soixante-et-six, au moins, ne savent ni lire ni écrire. Mais voici qui est pire: sur soixante et quinze conscrits qui fréquentèrent les écoles primaires, il y a une moyenne d'à peu près soixante-et-trois qui ne savent plus ni lire ni écrire lorsqu'ils entrent dans l'armée. Appuyé sur ces données, qu'il déclare officielles, le *Times* en conclut que le peuple des campagnes, en France, est si ignorant et si apathique, qu'on devrait lui enlever complètement la liberté de voter. Mais, alors, à qui donner cette liberté de voter? Il est bien constaté que les villes ne votent pas beaucoup ou votent très-mal. L'histoire si récente de la Commune et des soulèvements de Lyon, Bordeaux et Lille, ne prouve pas du tout que le salut de la France lui doive venir de ses grandes villes. Si la ville ni la campagne ne peuvent sagement exercer leurs franchises électorales, c'est qu'évidemment cette pauvre France ne peut pas supporter la liberté politique, qu'on la décore du nom de république ou de monarchie constitutionnelle. Le *Times*, se faisant poli, un peu contre son habitude, n'ose lui dire cette injure ou cette accablante vérité.

M. Pouyer-Quertier, le ministre des finances du gouvernement de Thiers, demande à la France un revenu de cent dix millions de louis sterling,—petit budget qui excède de près de trente millions de louis sterling le plus élevé des budgets du second empire—pour faire face à tous les services et réorganiser l'armée en vue de la grande revanche préméditée. C'est une somme énorme, fabuleuse, vu l'état actuel de la France. Malgré sa force récupérative presque prodigieuse, elle court grand risque d'écraser sous le fardeau.

En essayant de se préparer à une nouvelle guerre pendant qu'il répare les pertes causées par celle qui vient de finir, Thiers ne réussira qu'à brûler la chandelle par les deux bouts. Il entreprend d'atteindre un résultat auquel les Etats-Unis eux-mêmes n'auraient jamais songé. Malgré leurs ressources immenses et presque illimitées, ils se seraient probablement affaiblis sous le poids de leur dette énorme, s'ils n'eussent licencié tous leurs volontaires, réduit à trente mille hommes leur armée régulière et s'ils n'eussent dirigé tous leurs efforts et toute leur énergie vers la découverte des moyens les plus propres à ramener l'équilibre dans leurs finances. L'aveuglement le plus absolu a pu seul induire le gouvernement ou l'assemblée à s'occuper de l'armée avant d'avoir discuté franchement et ouvertement un système financier raisonnable pour ensuite l'accepter et l'exécuter fermement. Il est à peine croyable qu'on ne soit pas plus avancé sur ce point si important qu'on ne l'était à la conclusion de la paix ou au renversement de la Commune. Si les députés voulaient sérieusement examiner la question si vitale des *voies et moyens*; s'ils voulaient reviser et relire l'état tout à la fois si clair et si décourageant que vient de leur soumettre Pouyer-Quertier, croit-on que le Président pourrait faire accepter ses projets favoris—un budget de guerre de 18 millions sterling et un contingent annuel de cent mille conscrits?—Trop de hâte et d'em-

pressement à préparer la vengeance, pourrait bien laisser à la France un legs de misère, dont les désastreux effets se feront sentir longtemps après que la passion des représailles se sera calmée.

Fasse le Ciel que ces sombres prédictions du *Times* ne se réalisent pas!

On discute, depuis quelque temps, l'opportunité de réduire ou d'augmenter le contingent militaire nécessaire au maintien de l'autorité anglaise dans les Indes. On a fait des enquêtes, entendu des hommes compétents et publié des rapports. Voici l'opinion donnée par Lord Napier de Magdala: "Je ne puis découvrir aucun motif assez puissant pour me faire croire que nous pouvons nous permettre la moindre négligence dans les moyens de maintenir notre suprématie, ou, nous endormant dans une sécurité imaginaire, désarmer sans courir les plus grands dangers. Il me semble que nous n'avons jamais eu moins de prise sur les affections du peuple." C'est qu'aussi la position est critique; ces possessions anglaises sont entourées de tribus hostiles bien armées, bien équipées, pourvues même d'artillerie, grâce à l'habileté du gouvernement Russe et à l'avidité du commerce anglais. On comprend de plus en plus, par là, la persistance de l'Angleterre à ne pas se mettre d'affaires sur les bras en Europe. Elle peut, d'un jour à l'autre, être appelée à renouveler, sur une échelle beaucoup plus grande, son expédition de 1857.

Lord Derby a fait un discours qui est tout un événement. A part le mérite intrinsèque de l'œuvre—tous les discours de Lord Derby sont de vrais chefs-d'œuvre de style, de clarté et de sagesse politique—il révèle une tendance, il indique une forte espérance qui mettent justement en émoi les libéraux de toute nuance et tous les amis du gouvernement. Il passe au crible d'une critique fine et judicieuse tous les actes du gouvernement et les condamne énergiquement. C'est un assaut en règle, sur toutes les places fortes en même temps et avec des armes d'une sûreté de précision meurtrière. L'attaque est vive et passionnée, mais à la manière dont Lord Derby sait être vif et passionné, conservant toujours le sourire narquois et aiguillant sans cesse la pointe qui pousse le trait plus avant, rend la blessure plus dangereuse et met les rieurs et les hommes d'esprit du côté du noble orateur.

Le *Times* a l'air bien embêté de ces attaques et défend vigoureusement le gouvernement; il accuse Lord Derby de les prendre, lui et le ministère, presque par surprise. Ses antécédents, qui le posaient comme le type de la modération dans la pensée, l'expression et le jugement, ne pouvaient le faire présumer capable d'un engagement presque violent. C'est que Lord Derby est tout simplement un bon tacticien et un homme d'état. Tant que le Cabinet Gladstone a eu à sa suite une majorité compacte et nombreuse, il convenait aux Conservateurs de se tenir au poste d'observation et de ne pas risquer de batailles dont l'insuccès certain ne pouvait que décourager les soldats et compromettre le prestige et la dignité des chefs. Les choses ont changé depuis; le *Times* lui-même l'avouait après la dernière session et en faisait retomber la faute sur Gladstone. Les amis du ministère perdent de leur force et ne présentent plus à l'attaque ou à la dé-

fense un corps aussi serré, ni un front aussi assuré. Les Conservateurs reprennent confiance et serrent leur rang; ils croient le temps arrivé. Les chefs aussi le croient et c'est ce qui consterne les partisans de la fortune politique de Gladstone. Derby vient d'ouvrir le feu à Liverpool, et D'Israeli se prépare à engager la bataille sur toute la ligne. Il doit parler prochainement dans deux grandes villes.

Lord Derby est grand ennemi du dieu-état. C'est un réformateur, et même un grand réformateur; mais, suivant lui, le but de toute législation doit être de mettre le peuple individuellement de plus en plus libre d'améliorer son sort, soit par lui-même et seul, ou par l'effort combiné, mais volontaire. Il condamne de la manière la plus énergique toute idée de faire de l'Etat l'agent principal d'une réforme sociale quelconque, et il déclare que sa conviction la plus forte et la plus profonde est que la diminution du paupérisme et l'élévation du peuple ne peuvent être que l'ouvrage du peuple lui-même. Il s'aide de ces principes si sûrs pour donner une dure leçon à Scott Russell, qui veut que l'Etat fasse entrer dans la législation le programme de l'Internationale. Gladstone avait déjà, lui, aussi, condamné les propositions et les tentatives de cet avocat des socialistes anglais. Ainsi condamnées par les deux plus puissants partis qui gouvernent l'opinion anglaise, les idées du communisme ont peu de chance de s'implanter dans le sol anglais.

Le comte Derby est d'une grande force et il compte déjà comme une puissance dans le parti conservateur. On s'accorde généralement à reconnaître que c'est à lui qu'écherra de droit la succession politique de Disraeli; il a même déjà été question de mettre de côté le chef actuel, pour confier aux mains plus sûres du comte Derby les destinées du parti dont tous deux sont certainement la gloire et l'ornement.

La construction et l'exploitation des voies ferrées en Angleterre sont devenues un genre de commerce et d'industrie fort bien payant; de fait, c'est un des placements les plus avantageux que l'on puisse trouver en Angleterre. Le capital aujourd'hui investi dans ces entreprises est prodigieux: il a atteint *cinq cent trente millions* de louis sterling. Les recettes totales de l'année qui vient de finir sont de quarante-sept millions cinq cent mille louis, donnant ainsi un revenu brut de neuf pour cent sur tout le capital. En déduisant les dépenses, tous les frais d'exploitation (*running expenses*) qui, en Angleterre, n'absorbent pas tout-à-fait la moitié de la recette brute, on arrive à un revenu clair d'un peu plus de 4½ par cent. C'est un beau résultat. Le Grand Tronc n'en donne pas autant; il est plus modeste et se contente de promettre à ses créanciers les plus privilégiés, des dividendes qui ne viennent jamais. On ne pourrait, toutefois, pousser la comparaison sans injustice; les conditions de construction et d'exploitation ne sont pas du tout les mêmes.

On s'est beaucoup amusé et l'on s'amusera encore longtemps des côtés excentriques de la vie sociale, des habitudes et du caractère individuel de certains Anglais. Jamais un peuple n'a poussé plus loin le sérieux dans le sophisme, la dignité dans la sottise et la méthode dans